



INTERNATIONAL • GÉOPOLITIQUE

Dans l'Arctique, la guerre en Ukraine rebat les cartes

Par Olivier Truc (Oslo, envoyé spécial)

Publié le 13 janvier 2023 à 17h30, modifié le 15 janvier 2023 à 15h11

Lecture 14 min.

Article réservé aux abonnés

[Offrir l'article](#)

ENQUÊTE | L'invasion de l'Ukraine a entraîné la mise au ban de la Russie, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'Arctique. De nombreux projets essentiels, notamment dans le domaine de l'environnement, ont été gelés. Et les importantes pertes humaines réduisent la présence militaire de Moscou dans le Grand Nord.

Quand on parle de la situation sécuritaire dans l'Arctique, une région que se partagent cinq pays, dont les superpuissances américaine et russe, qui abrite un arsenal nucléaire ainsi que des ressources naturelles stratégiques, il est souvent tentant d'évoquer une nouvelle guerre froide pour suggérer les rivalités s'exerçant sous la banquise. Parfois, c'est justifié. Parfois, cela relève de la gesticulation.

La Russie, acteur déterminant, possédant près de la moitié du territoire polaire et 24 000 kilomètres de côtes, y a lancé un plan massif de remilitarisation en 2014. L'armée américaine a tardivement réagi en annonçant, en janvier 2021, une « reconquête de la domination sur l'Arctique ». Les deux dernières décennies ont certes été émaillées d'incidents dans l'océan Arctique, impliquant les diverses forces en présence. Rien de comparable, cependant, à la déflagration provoquée, le 24 février 2022, par l'invasion russe de l'Ukraine.

L'attention des services de renseignement occidentaux s'est alors braquée sur l'Arctique, et sur les câbles sous-marins immergés au large des côtes, essentiels pour le service Internet du centre financier de Londres et pour le passage des images satellites du Grand Nord jusqu'aux Etats-Unis, à travers l'Atlantique. La vulnérabilité des alliés de l'OTAN avait déjà été mise en lumière lors de sabotages, d'origine non identifiée, visant la Norvège, pays appelé à devenir premier fournisseur de l'Europe en pétrole et en gaz, au fur et à mesure de la mise en œuvre des sanctions internationales adoptées contre Moscou. En janvier 2022, une attaque avait ainsi endommagé, dans l'archipel du Svalbard, un câble alimentant SvalSat, la plus grande station mondiale de réception de données satellites, utilisée par la NASA et par l'Agence spatiale européenne. La double explosion, le 26 septembre, sur les gazoducs Nord Stream avait renforcé ce sentiment d'urgence et la crainte de voir la Russie élargir le champ des opérations...

Lire aussi : [Sabotages, cyberattaques, incidents multiples... Les alliés de l'Ukraine face aux risques de la « guerre hybride »](#)

Aujourd'hui, à la question de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'Arctique, l'une des réponses les plus inattendues – et la plus significative sur le plan sécuritaire, mais aussi humain – tient dans ces nécrologies, extraites du compte Telegram de Vladimir Ouïba, gouverneur de la République des Komis, région russe traversée par le cercle polaire. A l'instar de celui-ci, publié le 2 novembre 2022 : *« Chers habitants de la République ! C'est avec douleur que je vous informe du décès de notre compatriote le caporal de la garde russe Vladimir Ievguenïevitch Oplesnin, lors de l'opération militaire spéciale [en Ukraine]. Vladimir Ievguenïevitch est né à Syktyvkar [capitale régionale]. En poste sous contrat depuis 2014. En septembre 2022, il a poursuivi son service en République de Tchétchénie, puis sur le territoire de l'opération militaire spéciale. A servi comme mitrailleur. Il est mort héroïquement dans le village de Davydov Brod [Davydiv Brid en ukrainien], région de Kherson, en défendant la Russie et nos compatriotes contre les néonazis. Gloire et mémoire éternelles au défenseur de la Patrie. »*

Des brigades russes décimées

Entre des commentaires sur la victoire de l'équipe de Nika sur celle d'Ienisseï, 76 à 73, lors du championnat russe de basket-ball ou sur la réparation d'un pont de 59,2 mètres enjambant la Krouchinouchka dans le district de Kniajpogostski, le gouverneur a aussi rendu hommage à Alexeï Ostasgov, de la 200^e brigade de fusiliers motorisés, mortellement blessé par un tir d'obus et dont la dépouille mortelle a été rapportée à Mourmansk pour y être enterrée. Et à Ilia Maximovich Antonovski, *« mort héroïquement lors de l'opération militaire spéciale »*, *« brave soldat russe qui s'est vaillamment battu pour l'indépendance et la souveraineté [du] pays, et a défendu [le] peuple contre le néonazisme »*. Et à des dizaines d'autres. Et encore à des centaines de soldats originaires des républiques russes septentrionales, et appartenant à des régiments basés, en temps de paix, à quelques kilomètres des frontières norvégienne et finlandaise. La 200^e brigade de fusiliers motorisés de la flotte

du Nord et la 61^e brigade d'infanterie de marine, casernées dans le nord-ouest de l'oblast de Mourmansk, comme un rempart entre les puissances de l'OTAN, à l'ouest, et les bases russes de la flotte du Nord en mer de Barents, ont été décimées lors de combats en Ukraine, notamment dans la région de Kharkiv.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Derek Chollet, premier adjoint du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, ne s'y est pas trompé. *« La principale conséquence de la guerre en Ukraine dans l'Arctique s'observe sur la frontière russo-finlandaise, avec le redéploiement de nombreuses forces terrestres russes en Ukraine, affirme-t-il au Monde. On estime que 80 % des troupes de cette région ont été redéployées et que nombre d'entre elles ont été diminuées, voire anéanties. »*

Autour du cercle polaire, l'affaiblissement considérable de ces unités de combat, jusqu'alors considérées parmi les plus redoutables de Russie, a désamorcé les tensions. *« Le grand changement dans la région, poursuit M. Chollet, c'est la demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN [le 18 mai 2022]. Un an plus tôt, personne ne pouvait l'imaginer, même si ces deux pays étaient des partenaires de l'OTAN de longue date. Les intégrer sera important, car cela va accroître, dans l'Arctique, la surface territoriale couverte par l'article 5 de l'OTAN [une attaque contre un membre de l'Alliance est considérée comme une attaque dirigée contre tous les alliés], et cela constituera un pas supplémentaire en faveur de notre sécurité collective »* dans cette région. Ce vœu est pour l'instant entravé par les conditions drastiques exigées par la Turquie pour lever son veto, qualifiées d'« *inacceptables* », début janvier, par le premier ministre suédois, Ulf Kristersson.

Si les rangs des forces terrestres russes ont été dégarnis, la marine

« Les Russes tentent de maintenir la tension à un niveau bas dans l'Arctique. Les activités de la flotte du Nord y sont en deçà de ce qu'elles sont d'habitude » – Un diplomate norvégien

militaire russe, adepte des manœuvres spectaculaires et menaçantes dans l'océan Arctique, conserve son potentiel intact.

« Mais il est assez clair que les Russes tentent de maintenir la tension à un niveau bas [dans cette zone]. Les activités de la flotte du Nord y sont, par exemple, en deçà de ce qu'elles sont d'habitude », analyse un diplomate norvégien.



« Afin d'éviter le moindre quiproquo, confie-t-il, Oslo et Moscou entretiennent des contacts directs entre le quartier général de l'état-major norvégien, dans le nord du pays [à Bodo], et la flotte du Nord », basée à Severomorsk.

Lire aussi : [En Finlande, une longue histoire traumatique avec la Russie](#)

Formellement, au-delà de l'aspect sécuritaire, l'impact le plus marquant de l'invasion de l'Ukraine touche au gel des activités du Conseil de l'Arctique. Né en 1996, à la faveur de la détente qui avait suivi la fin de la guerre froide, et répondant au souhait formulé, une dizaine d'années auparavant, par le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev de voir le pôle demeurer une « zone de paix », ce forum rassemblant les huit nations arctiques (Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie, Suède) avait pourtant réussi à maintenir le cap – promouvoir les « aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement durable dans la région de l'Arctique » –, malgré l'invasion américaine en Irak (2003), la guerre en Géorgie (2008) ou encore l'annexion russe de la Crimée (2014). Le slogan qui prévalait était « High North, low tension ». « Grand Nord, basse tension » : « Un succès qui s'explique en partie parce que ce forum ne traite pas des questions de défense et de sécurité », note un expert du conseil. Dans ces confins où Russie et Etats-Unis s'observent en chiens de faïence, on parle d'« exception arctique ».

Suspension des activités du Conseil de l'Arctique

Forum créé en 1996, regroupant les huit nations arctiques et dont l'objectif est de veiller, par le consensus, aux aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement durable dans le Grand Nord.

-  Membre permanent
-  Membre observateur





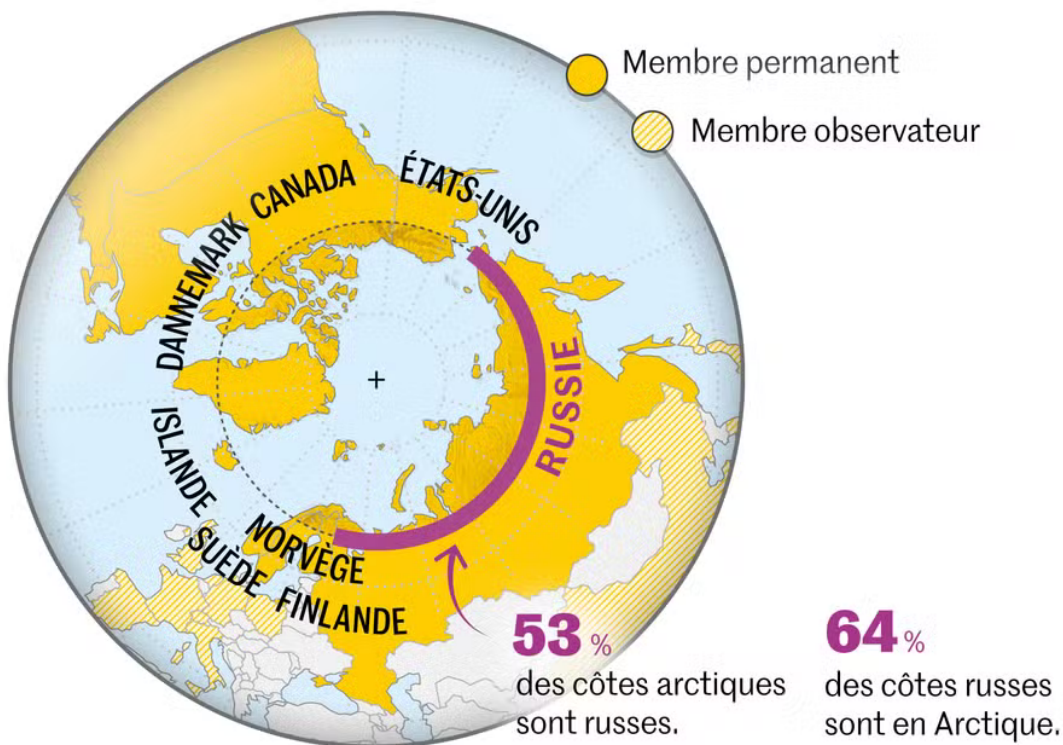
53 %
des côtes arctiques
sont russes.

64 % des côtes
russes sont
en Arctique.

Cartographie Le Monde :
Francesca Fattori, Delphine Papin et Victor Simonnet

Suspension des activités du Conseil de l'Arctique

Forum créé en 1996, regroupant les huit nations arctiques et dont l'objectif est de veiller, par le consensus, aux aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement durable dans le Grand Nord.



Cartographie Le Monde : Francesca Fattori, Delphine Papin et Victor Simonnet

L'esprit de coopération, brandi en étendard et qui avait valu au Conseil de

l'Arctique d'être nommé au prix Nobel de la paix, début 2022, n'a pas résisté à la guerre en Ukraine. Une semaine après l'invasion lancée par Moscou, tous les membres permanents sauf la Russie prenaient la décision inédite de « suspendre [leur] participation à toutes les réunions du conseil et de ses organes subsidiaires ». Moscou venait d'achever sa première année d'un mandat de deux ans en tant que président du forum intergouvernemental, un poste qui fait l'objet d'une rotation entre les membres permanents du conseil. Alors que le fonctionnement de celui-ci repose sur le consensus, poursuivre les travaux était devenu inenvisageable. Les Norvégiens, censés assurer la prochaine présidence, étaient pourtant repartis satisfaits, au terme d'une réunion à Yamal, en Sibérie, fin 2021. Norvège et Russie partagent les mêmes priorités arctiques.

Passage de relais

A Oslo, on se creuse maintenant la tête pour déterminer comment procéder au passage de relais de la présidence, prévu au printemps.

« Traditionnellement, explique un diplomate qui travaille sur ce processus, une cérémonie a lieu dans le pays du président sortant, en présence des ministres des affaires étrangères – une façon de montrer combien on prend cette question au sérieux –, avec une belle photo et une déclaration commune. Aujourd'hui, tout le monde comprend l'impossibilité qu'une telle réunion se déroule en Russie. » Une solution sera sans doute trouvée : des ambassadeurs remplaceront les ministres, ou bien la cérémonie se fera en visioconférence...

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

[Télécharger l'application](#)

Les Norvégiens restent confiants, forts d'une longue tradition de négociations avec les Russes, notamment en matière de pêche dans la mer de Barents, qui

abrite le plus gros stock de morue de la planète. Ils sont ainsi parvenus, en octobre 2022, au moment même où les Russes bombardaient massivement les infrastructures ukrainiennes, à ratifier un accord sur le partage des quotas de pêche, comme ils le font depuis cinquante ans. *« La coopération en matière de gestion commune des stocks de poisson, qu'il s'agisse de recherche, de réglementation ou de contrôle, est essentielle pour garantir un régime de pêche responsable et durable en mer de Barents, insiste Vidar Ulriksen, secrétaire d'Etat au ministère de la pêche norvégien. Sans cette coopération, les stocks risquent de s'épuiser avec des conséquences inconnues pour les écosystèmes. »*

Lire notre archive de 2015 : [Arctique : le « je t'aime, moi non plus » de la Norvège et la Russie](#)

Désormais se pose la question de la raison d'être, sinon de la survie, du Conseil de l'Arctique. Celui-ci *« remplit de nombreux rôles. Au-delà des questions environnementales et de normes légales, il est aussi une arène pour la diplomatie arctique »*, souligne Marc Lanteigne, chercheur canadien, spécialiste de la Chine et de l'Arctique à l'université de Tromsø, ville norvégienne où siège le secrétariat du forum. *« S'il disparaît, il n'y a rien pour le remplacer »*, ajoute-t-il.

Face à ces perturbations diplomatiques dans le Grand Nord, la Russie affiche une attitude modérée. *« Des pays, hostiles par leurs actions, ont tenté de diviser l'Arctique »*, a déploré Alexeï Chekoukov, ministre russe pour le développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique ([à lire ici en russe](#)), quelques jours après la suspension du conseil. *« Cependant, a-t-il relativisé, une telle scission est impossible. Je suis sûr que le programme des sanctions s'épuisera tôt ou tard, et que tous les membres du Conseil de l'Arctique devront revenir à une interaction constructive. Nous sommes toujours ouverts à de tels travaux. »* Autrement dit, par un diplomate norvégien : *« Personne ne peut supprimer la géographie. Nous sommes huit Etats arctiques qui coopèrent parce que nous partageons une géographie commune, et non parce que nous avons les mêmes valeurs. »*

Culture du consensus

Depuis juin 2022, les sept pays occidentaux du Conseil de l'Arctique ont redémarré les travaux scientifiques qui n'impliquaient pas la Russie, soit environ deux tiers des 128 projets engagés. Une tâche primordiale dans cette région qui se réchauffe trois fois plus vite que la moyenne mondiale, avec des répercussions sur l'ensemble de la planète. *« Scientifiquement, il est indispensable d'assurer une continuité dans la collecte des données. Se priver de la Russie, plus grand pays de l'Arctique, pose un problème »*, constate Arild Moe, expert norvégien de l'Arctique à l'Institut Fridtjof Nansen, près d'Oslo.

C'est vrai, entre autres, de la surveillance du climat ou du suivi des oiseaux des mers. *« Tellement de projets sont au point mort du fait que nous ne disposons plus des données russes ! »*, se lamente un chef de projet suédois, qui – comme tous les interlocuteurs liés aux travaux du Conseil de l'Arctique – réclame l'anonymat, signe que la mise au ban de la Russie, évidente dans de nombreux domaines ailleurs dans le monde, l'est beaucoup moins dans l'Arctique, tant la culture du consensus y a été développée.

« Déclarer “la Russie est hors jeu, ne nous occupons pas d'elle” revient à dire que nous ne nous occuperons pas de l'Arctique, de l'environnement, de la navigation ou des peuples indigènes » – Gao Feng,

Sur cet épicode du réchauffement climatique, l'accélération de la fonte des glaces a déjà bouleversé les équilibres stratégiques avec la perspective de l'ouverture d'une nouvelle voie commerciale mondiale – la route maritime du Nord (Northern Sea Route, ou NSR) – reliant l'Europe et l'Asie, selon un itinéraire beaucoup plus rapide que celui qui passe actuellement par le canal de Suez. Les

diplomate chinois

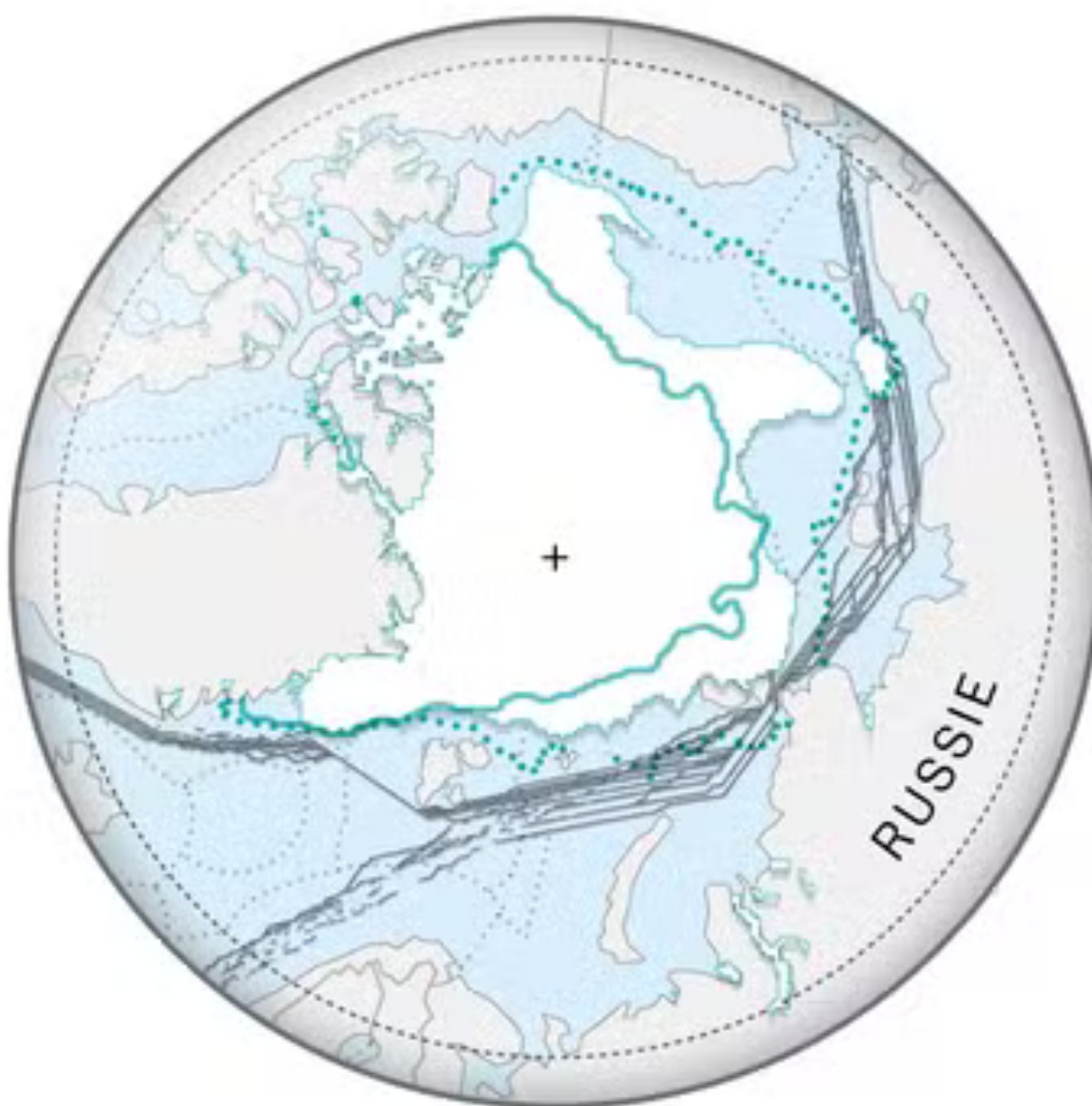
conséquences de l'ouverture de cette route, en ce qui concerne les retombées économiques,

d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures, sont incalculables. Elles ont déjà aiguisé l'appétit d'autres puissances, comme la Chine, intégrée au Conseil de l'Arctique en tant que membre observateur en 2013, suscitant d'abord la méfiance de Moscou.

Depuis la publication, en 2018, d'un Livre blanc sur l'Arctique, dans lequel le géant asiatique définissait sa vision de la « route de la soie polaire », tout en se présentant comme un pays du « proche Arctique », la Chine fait l'objet d'une attention toute particulière. Or celle-ci estime que, sans Moscou, le conseil ne remplit plus ses fonctions, et qu'il lui serait alors difficile de poursuivre sa collaboration.

Gao Feng, le diplomate chinois senior chargé de l'Arctique, invité à l'automne 2022 à la conférence Arctic Circle, en Islande, l'a exprimé sans détour : « *Nous ne pouvons pas prétendre que la Russie n'existe pas simplement parce que nous sommes en désaccord avec elle*, a-t-il lancé, à Reykjavik. *Elle a un programme dans l'Arctique, et des alliés comme la Chine. Déclarer "la Russie est hors jeu, ne nous occupons pas d'elle" revient à dire que nous ne nous occuperons pas de l'Arctique, de l'environnement, de la navigation ou des peuples indigènes.* » « *Sa franchise en a surpris beaucoup*, remarque M. Lanteigne. *Pour autant, je ne vois pas se profiler le risque qu'un forum alternatif soit créé.* »




La fonte de la banquise libère la route maritime du Nord



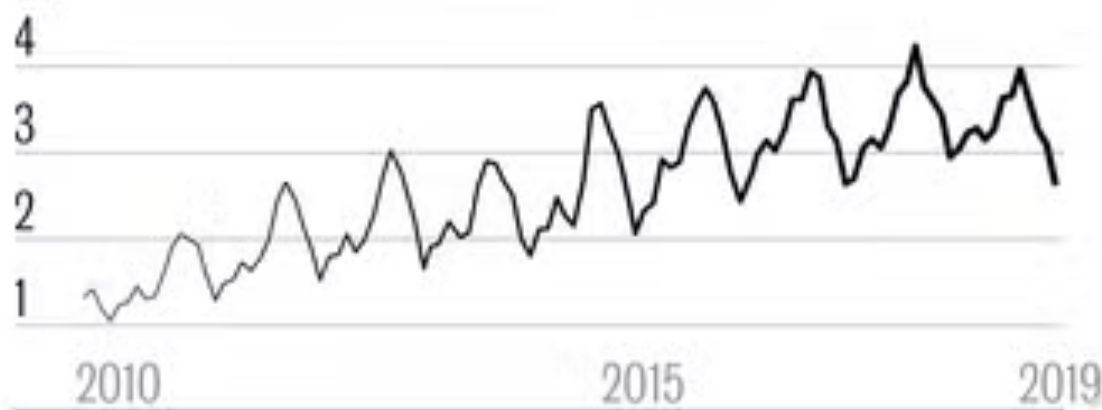
Etendue de la banquise



Surface moyenne de référence
entre 1981 et 2010 (en septembre)

-  Surface minimale en septembre 2022
-  Record de fonte en septembre 2012
-  **Trafic maritime dans l'Arctique**

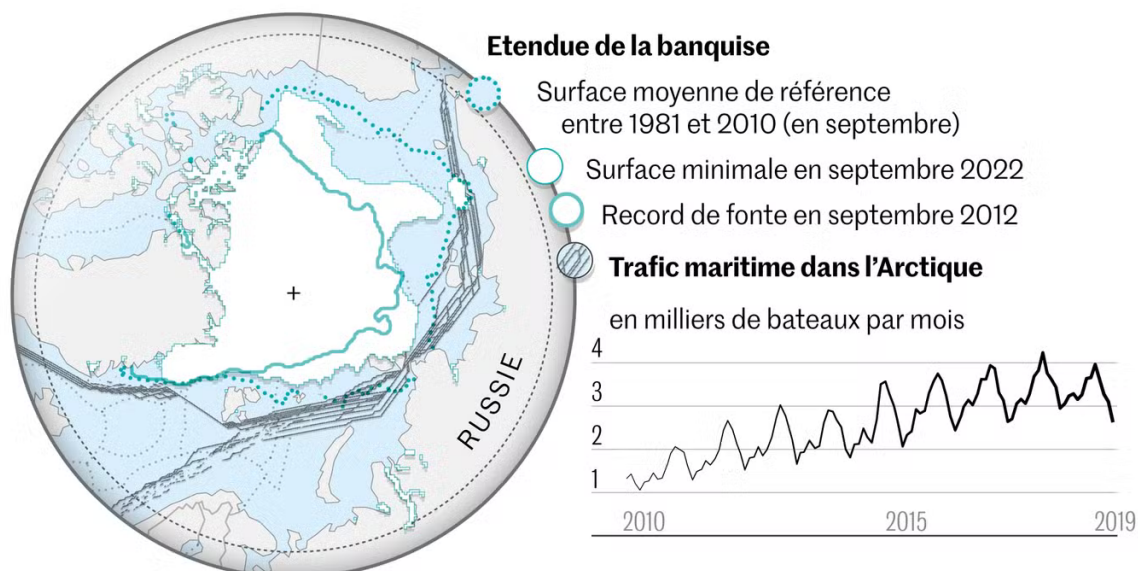
en milliers de bateaux par mois



Cartographie Le Monde : Francesca Fattori,
Delphine Papin et Victor Simonnet

Source : NOAA Arctic Program

La fonte de la banquise libère la route maritime du Nord



Cartographie Le Monde : Francesca Fattori, Delphine Papin et Victor Simonnet

Source : NOAA Arctic Program

Un rêve prend fin

Mais la « route de la soie polaire » reste pour l'heure en devenir. Depuis 2010, seules quelques dizaines de bateaux passent par les eaux arctiques russes chaque année. Si des méthaniers brise-glaces l'empruntent pour exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe, aucun navire n'a effectué, en 2022, la traversée complète de l'Asie vers l'Europe, ou vice versa. *« D'un côté, la Chine achète actuellement des hydrocarbures russes à bon marché, constate M. Lanteigne. Mais, de l'autre, Cosco [premier armateur chinois] n'a envoyé aucun navire par la route maritime du Nord à l'été 2022, pour la raison évidente qu'il veut éviter de violer les sanctions occidentales. »*

Lire aussi | [Prospection minière et gazière, nouvelle voie de navigation : l'Arctique, une ambition chinoise](#)

S'il y a un armateur que cette situation désole, c'est bien Felix Tschudi. Ce Norvégien s'est longtemps battu pour que s'ouvre enfin cette mythique voie du Nord. La passion d'une vie et des projets en pagaille, contrariés par la guerre de Moscou en Ukraine. Au début de sa carrière, dans les années 1980, alors en poste à Vienne, M. Tschudi commerçait déjà avec les pays du pacte de Varsovie. Ce passionné d'histoire et d'aventures russes a marché dans les pas de son compatriote, Jonas Lied, qui prospectait en Sibérie pendant la révolution bolchevique. En septembre 2010, M. Tschudi, lui, était à l'origine de la traversée du cargo *MV Nordic-Barents* de l'Europe vers la Chine, en empruntant la route maritime du Nord : 41 000 tonnes de minerai de fer, en provenance du port norvégien de Kirkenes, avaient longé les côtes de la Sibérie, devancées par un brise-glace russe, jusqu'à Lianyungang, dans la province chinoise du Jiangsu. Pour la première fois, un navire non russe avait transporté une cargaison non russe, entre deux ports non russes, prouvant au reste du monde que cette voie maritime était devenue une réalité et une route commerciale internationale ouverte à tous.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a sonné le glas de ces traversées, comme

des autres projets de M. Tschudi. Abandonné, le relais opéré dans le fjord norvégien d'Honningsvag, où des méthaniers auraient transbordé leur cargaison de gaz liquéfié, provenant des gisements russes de Yamal, sur des navires à destination de ports occidentaux. Abandonnée, la livraison de minerais vers les chantiers de Yamal, en Sibérie du Nord. « *Depuis février 2022, nous avons décidé de ne plus regarder vers la Russie, concède-t-il, dans son quartier général, au bord du fjord de Lysaker, près d'Oslo. Même si, depuis trente ans, nous avons beaucoup misé sur elle, cela ne sert à rien de perdre du temps. Nos partenaires russes l'ont compris.* » Constat amer, car sa passion est sincère. Dans son bureau, placardé de vieilles cartes du Grand Nord, s'alignent les manuscrits originaux de son héros, Jonas Lied : « *Lui-même a été stoppé par la première guerre mondiale – son navire a coulé en 1915 –, puis par la révolution bolchevique.* » Un rêve prend fin.

L'armateur n'est pas le seul. Dans la foulée de l'annexion russe de la Crimée, en 2014, les sanctions adoptées contre Moscou ont contraint des compagnies occidentales à quitter la péninsule de Yamal. Elles ont été vite remplacées par des sociétés chinoises, montées au capital de ces énormes gisements. L'invasion de l'Ukraine et les nouvelles sanctions ont poussé les compagnies occidentales encore présentes en Russie à s'en éloigner. Si TotalEnergies, qui a annoncé, à la mi-décembre, le début de son désengagement de Novatek, continue de transporter du gaz russe depuis le chantier Yamal LNG, dont il détient 20 %, d'autres groupes occidentaux, comme BP, Equinor, Shell, ENI ou ExxonMobil, se sont retirés de l'Arctique russe dès les premiers jours de l'invasion.

Au profit du Groenland

La même prudence s'observe dans le secteur de construction des méthaniers de classe arctique, indispensables à la montée en puissance des gisements du Grand Nord et à l'exportation du GNL. Plusieurs chantiers navals occidentaux et asiatiques ont battu en retraite, et leurs homologues russes sont privés de la

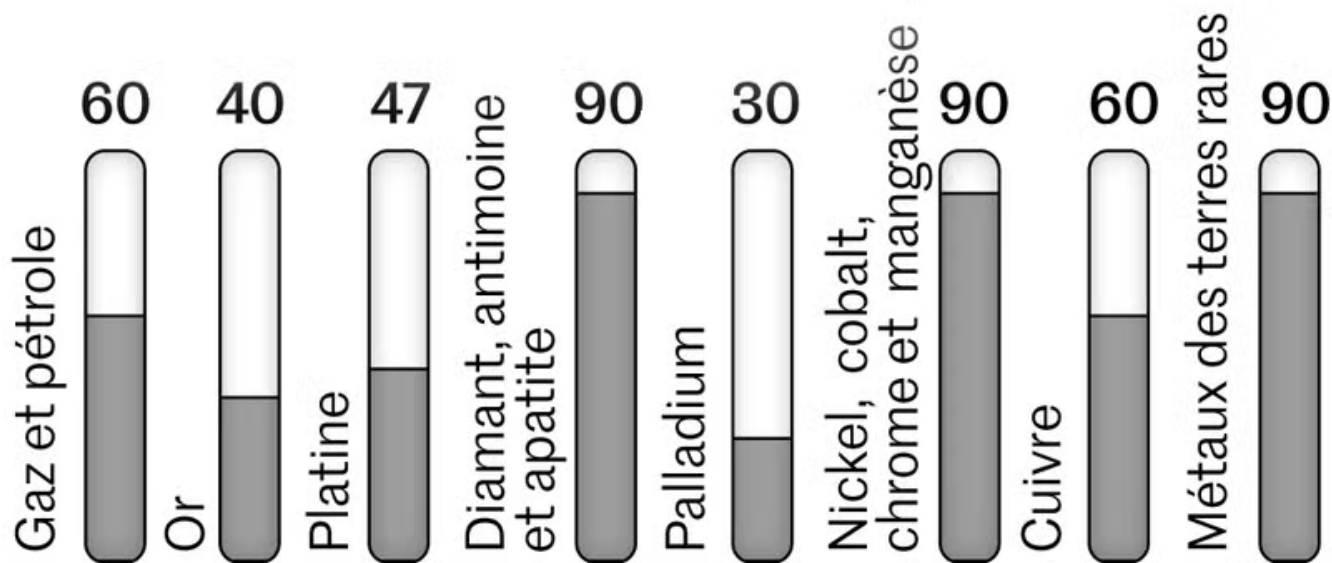
technologie qui leur permettrait de prendre le relais. Et on ne constate pas d'engagement de nouveaux capitaux chinois. *« L'engagement de Pékin dans le projet Arctic LNG 2 en Sibérie a même faibli : les compagnies chinoises ont retardé leurs livraisons au chantier »*, remarque M. Lanteigne.

Ce projet Arctic LNG 2, deuxième plus gros chantier de gaz sur les côtes de Sibérie septentrionale, est à l'image d'autres projets titanesques pour l'Arctique russe, qu'affectionne Vladimir Poutine. En septembre 2022, le ministre Chekounkov n'a pas hésité à réaffirmer que *« la bascule [de la Russie] vers l'Asie se fera par l'Arctique »*. Et persiste à prédire que plus de 100 millions de tonnes de marchandises seront transportées par la route maritime du Nord d'ici à 2025.

« Moscou a approuvé un plan de développement de la route maritime du Nord, à hauteur de 24 milliards d'euros pour la période allant jusqu'à 2035, explique Boris Anosov, ancien chercheur, spécialiste de la Chine, au sein de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie russe des sciences, en exil depuis l'invasion de l'Ukraine. Il comprend 152 projets visant à accroître les exportations des régions côtières, les infrastructures de transport, la flotte de cargos et de brise-glaces, la navigation le long de cette voie maritime, ainsi que la sécurité de celle-ci. Ce qui devrait rapporter plus de 220 milliards d'euros de taxes au budget et en faire l'un des projets d'infrastructure les plus rentables de l'histoire de la Russie. »

Des prévisions qui n'impressionnent guère les experts occidentaux. *« Certains projets arctiques russes très ambitieux paraissent aujourd'hui chimériques, comme celui de Vostok Oil, dont l'objectif est de 30 millions de tonnes de pétrole en 2024, et de 100 millions à l'horizon 2030, note M. Moe. C'était irréaliste avant la guerre, ça l'est encore plus aujourd'hui. »*

Ressources minières russes présentes en région arctique en 2020, en %



20 % du PIB russe est issu de la région polaire

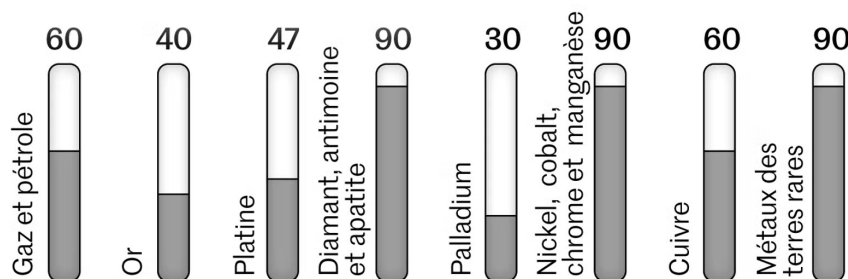
2,4 millions de Russes vivent en Arctique, soit 40 % des habitants du pôle Nord, mais la région se dépeuple (– 18 000 personnes par an)

Infographie Le Monde :

Francesca Fattori, Delphine Papin et Victor Simonnet

Source : SWP Research Paper, « Russia in the Arctic », 2022

Ressources minières russes présentes en région arctique en 2020, en %



20 % du PIB russe est issu de la région polaire

2,4 millions de Russes vivent en Arctique, soit 40 % des habitants du pôle Nord, mais la région se dépeuple (- 18 000 personnes par an)

Infographie Le Monde : Francesca Fattori, Delphine Papin et Victor Simonnet

Source : SWP Research Paper, « Russia in the Arctic », 2022

Les interrogations autour du développement russe de l'Arctique, et le retrait des grandes compagnies pétrolières et gazières, n'entraînent pas une baisse d'intérêt occidental pour le reste du pôle. Le meilleur exemple en est peut-être le Groenland. Jusqu'à récemment, ce territoire danois doté d'une large autonomie se plaignait que les Etats-Unis et l'Europe le poussent à refuser les fonds chinois, alors qu'il est riche en terres rares, ces métaux indispensables à la haute technologie et à la transition écologique, alors même que la Chine en détient le quasi-monopole. *« Il n'y a qu'une seule façon d'empêcher l'argent chinois de se déverser au Groenland, c'est d'investir soi-même, avait expliqué, dans un entretien, en 2021, Kuupik Kleist, premier ministre du Groenland entre 2009 et 2013. Mais, jusqu'à présent, nous n'avons vu aucun investissement américain ou européen. »*

Lire aussi : [L'Alaska, avant-poste des Etats-Unis face à la Russie](#)

Washington l'a entendu. *« Face aux investissements du Parti communiste chinois, il est important de proposer des alternatives, affirme M. Chollet. C'est l'un des objectifs du Minerals Security Partnership [créé en juin 2022] : fournir expertise et incitation de la part des Etats membres [dont l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, l'Allemagne, le Japon, la République de Corée, la Suède, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Commission européenne], afin de stimuler les investissements et de créer un développement durable pour les minéraux critiques, en particulier dans l'Arctique. »* La guerre en Ukraine aura donc peut-

être cet effet, que le président Poutine n'avait pas anticipé : la montée en puissance économique de l'Occident dans l'Arctique non russe, sous le regard, bientôt, de sept nations polaires membres de l'Alliance atlantique.

Alors que la Russie renforçait, depuis 2014, sa position militaire dans l'Arctique...

- ◆ Principales infrastructures militaires...
- ◆ ... base inaugurée entre 2015 et 2017
- ◆ **Severomorsk**, quartier général de la flotte du Nord. Commandement unique pour l'Arctique, établi par la Russie en décembre 2014
- ◆ **Mourmansk** seul port russe de l'Arctique libre des glaces
- 🇷🇺 En 2007, une équipe scientifique russe plante un drapeau et déclare : « Dans l'Arctique, nous étions les premiers, les autres ne seront jamais que des seconds. »

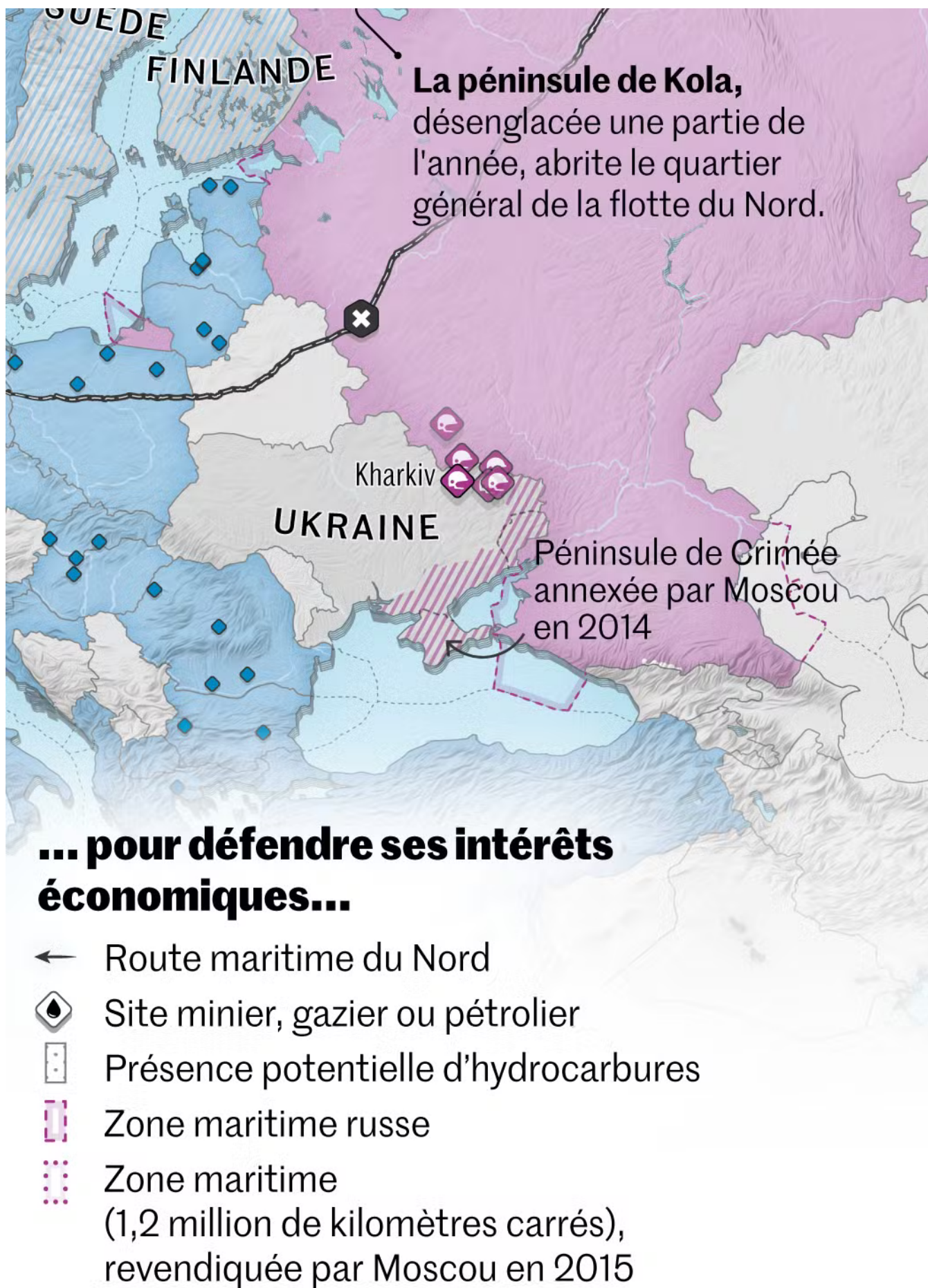
Route maritime du Nord

de la mer de Barents au détroit de Béring.




Cette voie commerciale reliant l'Europe à l'Asie plus rapidement que le canal de Suez, doit générer, selon le plan du Kremlin, plus de 220 milliards d'euros de taxes au budget, soit l'un des projets les plus rentables de l'histoire de la Russie.







... la guerre en Ukraine est venue rebattre les cartes

-  Présence des troupes russes en Ukraine
-  Gazoduc Yamal, interrompu pour raisons politique après le déclenchement de la guerre
-  Redéploiement de régiments d'infanterie de la flotte du Nord en Ukraine






Alliance atlantique...

-  Etat membre  Etat candidat
-  Infrastructure de l'OTAN

Infographie *Le Monde*

Sources : NOAA Arctic Program ; Arctic Review on Law and Politics, 2022 ; SWP Research Paper, « Russia in the Arctic », 2022 ; CSIS, « The Ice Curtain : Russia's Arctic Military Presence », 2022 ; Études du CQEG, 2021 ; Etudes de l'IFRI, « Arctique, vers la fin de l'exception ? », 2022 ; High North News, The Barents Observer ; OTAN ; AFP ; *Le Monde*

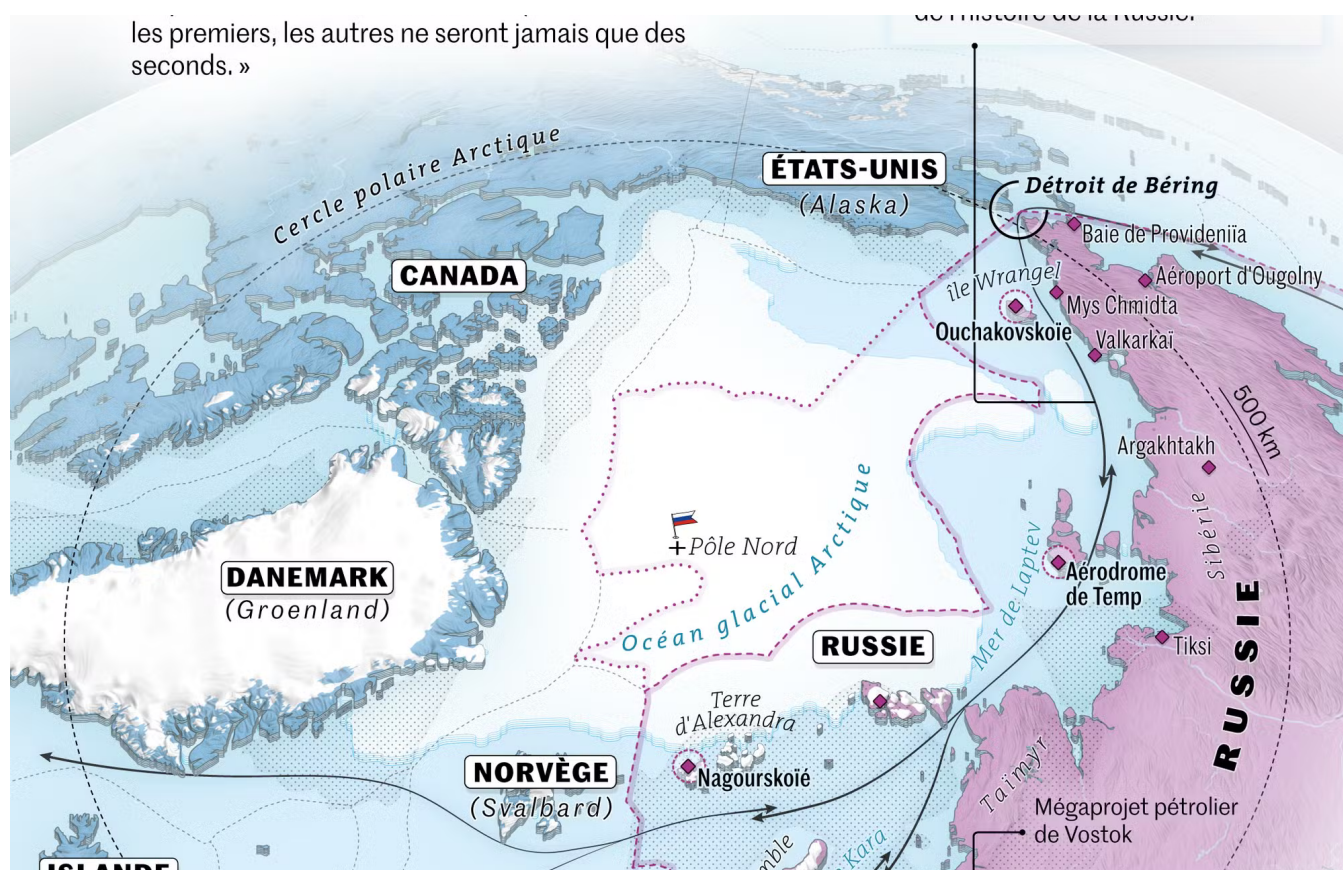
Alors que la Russie renforçait, depuis 2014, sa position militaire dans l'Arctique...

-  Principales infrastructures militaires...
-  ... base inaugurée entre 2015 et 2017
-  **Severomorsk**, quartier général de la flotte du Nord. Commandement unique pour l'Arctique, établi par la Russie en décembre 2014
-  **Mourmansk** seul port russe de l'Arctique libre des glaces
-  En 2007, une équipe scientifique russe plante un drapeau et déclare : « Dans l'Arctique, nous étions

Route maritime du Nord

de la mer de Barents au détroit de Béring. Cette voie commerciale reliant l'Europe à l'Asie plus rapidement que le canal de Suez, doit générer, selon le plan du Kremlin, plus de 220 milliards d'euros de taxes au budget, soit l'un des projets les plus rentables de l'histoire de la Russie.

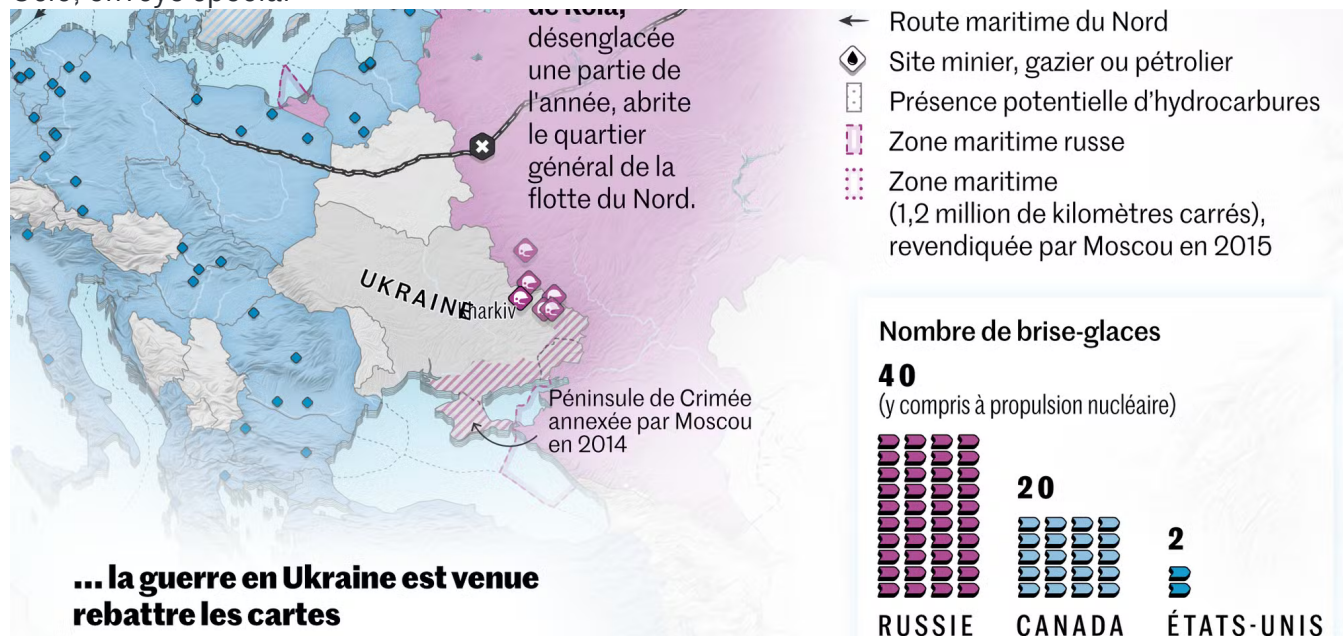
les premiers, les autres ne seront jamais que des seconds. »






Retrouvez l'intégralité de nos dossiers géopolitiques.

Olivier Truc

Oslo, envoyé spécial



-  Présence des troupes russes en Ukraine
-  Gazoduc Yamal, interrompu pour raisons politiques après le déclenchement de la guerre
-  Redéploiement de régiments d'infanterie de la flotte du Nord en Ukraine

Alliance atlantique...

-  Etat membre  Etat candidat
-  Infrastructure de l'OTAN

Infographie Le Monde

Sources : NOAA Arctic Program ; Arctic Review on Law and Politics, 2022 ; SWP Research Paper, « Russia in the Arctic », 2022 ; CSIS, « The Ice Curtain : Russia's Arctic Military Presence », 2022 ; Études du CQEG, 2021 ; Etudes de l'IFRI, « Arctique, vers la fin de l'exception ? », 2022 ; High North News, The Barents Observer ; OTAN ; AFP ; *Le Monde*